Voir la version en ligne

La lettre de la sénatrice

Mercredi 6 décembre 2023
Lettre d'information bimensuelle n°53

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Pour quelques jours encore, le Sénat débat du projet de loi de finances de l'Etat pour l'année 2024. Une séquence importante des travaux parlementaires qui permet de relayer les problématiques des territoires et faire des contre-propositions concrètes de financement.

Budget après budget, le Gouvernement recentralise les ressources. Cette année encore, les collectivités perdront des marges financières avec la poursuite de la suppression de 19,6 milliards d'euros de CVAE, et une perte consécutive de dynamique pour les communes, mais également la non indexation de la DGF sur l'inflation, marquant une baisse de 5,6 milliards d'euros tous transferts confondus.

Avec mon groupe CRCE-K, nous continuons à défendre la libre administration des collectivités et l'octroi de dotations renforcées pour répondre aux défis sociaux, humains et environnementaux que nous devons collectivement relever. Nous demeurons mobilisés jusqu'au bout de l'examen de ce texte pour défendre nos amendements dont certains ont pu être votés mais conscients cependant qu'une fois encore le Gouvernement réglera seul ce budget dans un 49.3 qui n'est pas sans affaiblir le rôle du Parlement.

Je vous invite à retrouver dans ce numéro, mes différentes interventions en hémicycle et en commission ainsi que mes déplacements sur le Département.

A votre disposition et bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS

SENAT - Mes interventions

BUDGET 2024 – Mission « écologie, développement et mobilités durables »

Cheffe de file pour mon groupe CRCRE-K lors de l'examen du projet de loi de finances 2024 pour la mission « écologie, développement et mobilités durables », j'ai défendu dans l'Hémicycle du Sénat lundi 4 décembre des financements qui soient à la hauteur du virage écologique et social que les territoires doivent prendre pour respecter les Accords de Paris.

Cela passe par un accompagnement renforcé des investissements publics conséquents que devront faire les collectivités pour répondre aux enjeux sociaux, humains et écologiques dans des domaines aussi essentiels que l'énergie, la mobilité et l'accès à l'alimentation.

Les 10 milliards d'euros annoncés par le Gouvernement dont 7 milliards dans le budget 2024 sont certes un effort significatif mais loin des 30 milliards d'investissements par an nécessaires pour atteindre la neutralité carbone chiffrés dans le rapport Pisani-Ferrry.

Retrouvez mon intervention générale en vidéo et le détail des amendements soutenus:

Alerte sur les finances du Département : DMTO en chute libre

Lors de l'examen du Projet de Loi de Finances 2024, je suis intervenue afin de défendre un amendement de mon groupe visant à donner la possibilité aux départements de majorer le taux sur les transactions de luxe.

Les droits de mutation, qui constituent la recette principale des départements hors dotations de l'État, sont en chute libre en raison du retournement du marché immobilier qui a induit une baisse moyenne de plus de 20 % de ces DMTO entre septembre 2022 et septembre 2023. Cette baisse grève les recettes des Départements alors même que leurs dépenses explosent, notamment du fait de réalités sociales difficiles, créant un effet ciseau mortifère. La Cour des Comptes a récemment alerté sur le fait que pour la première fois cette année, les dépenses des départements seraient supérieures à leurs recettes.

N'ayant plus de leviers fiscaux, les collectivités départementales sont maintenues sous perfusion. Alors que l'augmentation de la TSCA vient d'être rejetée, mon groupe a proposé, par un amendement, d'atténuer l'extrême volatilité des DMTO par la légère majoration du taux sur les transactions de luxe.

Cette possibilité donnée aux Conseils départementaux ne concernent que les transactions immobilières supérieure à un million d'euros. Or, nous constatons que les biens dont la valeur est supérieure à trois millions d'euros ont connu une progression fulgurante sur les quatre premiers mois de 2022. À noter que pour cette catégorie de biens, 38 % des acquéreurs souhaitent en faire leur résidence secondaire.

Cet amendement a malheureusement été rejeté.

France services

Financement des maisons France Services

Lors de l'examen de la mission "Cohésion des territoires"" du projet de loi de finances 2024, j'ai défendu un amendement visant à abaisser le reste à charge pour les collectivités dans le financement des maisons France Services.

Le recul des services publics pèse fortement sur les collectivités. L'État a annoncé une augmentation progressive de la subvention allouée à chaque Maison France Services de 35 000 euros à 50 000 euros en 2026 : Chaque structure labellisée France Services percevra 40 000 euros en 2024 et 45 000 euros en 2025. Or, **le coût de fonctionnement annuel moyen d'une maison France services est d'environ 110 000 euros et 150 000 euros pour**

les France services postales. Il restera donc encore un très important reste à charge pour les collectivités qui doivent les financer, ce qui est d'autant plus compliqué pour les communes rurales.

Par l'amendement que nous avons déposé, nous demandons à l'Etat de renforcer l'aide financière prévue dès le budget 2024 afin d'atteindre immédiatemment la somme de 50 000 euros.
Malheureusement notre amendement a été rejeté.

Lire la vidéo

Préparation du budget 2024 - audition du Ministre Béchu

Dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2024, nous avons auditionné le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Christophe Béchu.

Plan France Ruralités, Fonds Vert, Village d'avenir, je suis revenue sur l'ensemble de ces dispositifs d'ingénierie et d'accompagnement pour rappeler au ministre que les territoires ruraux sont des acteurs incontournables de la transition écologique.
Si la hausse des moyens dédiés à la transition écologique est un signal positif, elle ne doit pas se faire au détriment d'autres lignes abondant les budgets locaux.

Enfin, j'ai interpellé le ministre sur la nécessité de réformer et d'abonder le régime catastrophes naturelles. **A ce sujet, j'ai défendu dans la nuit de lundi un amendement au budget 2024 visant à augmenter de 100 millions d'euros le « Fonds de prévention des risques naturels majeurs».**

A l’issue des débats, le Sénat a trouvé consensus sur un abondement de 30 millions d’euros.

Lien vers la vidéo de mon intervention

Loin des urgences, un budget de la sécurité sociale encore insuffisant

Suite à une Commission mixte paritaire non conclusive entre députés et sénateurs, le projet de loi de finance de la sécurité sociale pour l’année 2024 a été rejeté par le Sénat vendredi 1 décembre.

Avec une augmentation de l'Objectif national de dépenses d’assurance maladie (ONDAM) de 3,2%, ce budget n'est pas à la hauteur des besoins pour à la fois répondre à l'inflation ainsi qu'aux investissements massifs nécessaires en matière de santé publique.
A noter qu'à cela s’ajoute une aggravation du déficit de la branche vieillesse de 12 milliards d’euros en 2027.

Face à ces chiffres et aux inégalités sociales et territoriales croissantes d’accès aux soins, nous avons défendu une revalorisation de l’Ondam à la hauteur des besoins et son financement par de nouvelles recettes (ex: taxation des superprofits, égalité salariale entre les femmes et les hommes).

Ce budget n’est pas la hauteur de l’urgence et des enjeux sociaux quand 6 millions de personnes n’ont pas de médecin traitant, que les territoires ruraux peinent à recruter des soignants et que la mortalité infantile progresse.

PPL prévention des risques liés aux bruits et sons amplifiés

Cette proposition de loi déposée par le groupe RDSE vise à modifier le “décret bruit” qui protège l'audition du public exposé à des niveaux sonores élevés dans les lieux ouverts au public ainsi que la santé des riverains de ces lieux, en permettant des dérogations aux décibels autorisés, notamment concernant les circuits.

Porte-parole de mon groupe, j’ai rappelé l’importance de la

prévention des risques liés aux bruits comme enjeu de santé publique majeur. En 2022, un rapport de l'ONU alertait sur le lien entre exposition durable au bruit ambiant et cas de troubles du sommeil, pertes d'audition, voir même cardiopathie dans les cas les plus extrêmes.

Nous avons voté contre ce texte qui ne présente aucune piste pour préserver la santé et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

COP régionales: débat sur la déclinaison territoriale de la planification écologique

Le 21 novembre dernier, à l'occasion d'un débat sur la déclinaison territoriale de la planification écologique, j'ai interrogé le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires Christophe Béchu sur le devenir de la seconde génération de CRTE, rebaptisés Contrats pour la réussite de la transition écologique.

Initiés en 2020 comme cadre pluriannuel et territorial de la politique de transition écologique à l'échelle des intercommunalités, les CRTE avaient pour objectif de recenser les projets initiés dans nos territoires. Alors que nos ruralités représentent d'importants potentiels écologiques, cette politique a finalement ajouté au mille-feuille administratif et a été contestée pour ne pas avoir identifié les financements correspondants aux projets déployés. Un « bilan mitigé » d'ailleurs conforté par un récent rapport de la Cour des comptes publié en octobre dernier.

Face à ces constats de terrain, j'ai ainsi interrogé le Ministre sur les mesures qu'il compte prendre afin de faire des CRTE de véritables outils intégrateurs à disposition des élus et porteurs de projets de territoires.

Lire la suite et voir mon intervention

Violences sexuelles sur mineurs : lettre transpartisane au président de la République

La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), a fait un travail remarquable depuis son

lancement en mars 2021, en premier lieu duquel, la libération de la parole des victimes, en recueillant près de 30 000 témoignages.

Alors qu'elle vient de rendre un rapport final alarmant, nous demandons au Président de la République, avec mes collègues parlementaires de la Délégation aux droits des femmes, que **la Ciivise soit prolongée dans sa structure actuelle afin d'assurer le suivi de ses préconisations visant à renforcer les capacités de protéger les enfants et lutter contre l'impunité des pédocriminels.**

J'interroge le Gouvernement

- Question écrite pour la **reconnaissance de la mention « mort pour la France » pour tous les militaires morts en Algérie, Maroc ou Tunisie, quelle que soit la cause de leur décès** : ici.
- Réponse à la question écrite sur la **crise d'attractivité du métier d'enseignant** : ici.

Retrouvez toutes mes questions et les réponses du Gouvernement : ici.

En circonscription

Réception des maires au Sénat

Cette année encore, nous avons eu le plaisir de recevoir au Sénat, avec mon collègue Serge Mérillou, une délégation d'élus de Dordogne venue au Congrès des maires.

Un moment privilégié pour dresser un bilan de nos travaux respectifs au sein de la chambre des collectivités, échanger avec les élus du territoire et aborder les sujets à venir.

Assemblée générale des retraités agricoles de Dordogne

Le 17 novembre dernier, j'ai participé à l'assemblée générale de l'Association départementale des retraités agricoles (ADRA) qui fête cette année ses 50 ans d'existence.

Lors de mon intervention, j'ai félicité son président Roger Treneule pour son engagement et suis revenue sur les travaux de mon collègue député André Chassaigne visant à l'étendue de la revalorisation des retraites agricoles aux conjoints collaborateurs et aides familiaux. Malgré les avancées contenues dans les lois « Chassaigne1 » et « Chassaigne2 », tout n'est pas réglé et les interprétations quelques fois restrictives de la part des services administratifs nécessitent encore des ajustements législatifs.

Le président de l'ADRA a fait part de ses inquiétudes quant à la baisse du pouvoir d'achat et durant les échanges avec les adhérents venus nombreux le sujet de la désertification médicale fut également évoqué.

Je continuerai à relayer leurs revendications pour plus de justice sociale et à défendre à leurs côtés la parité complète et la revalorisation minimum des retraites agricoles à hauteur du SMIC net indexé sur l'inflation.

Réunion préfectorale pour la redynamisation du territoire du terrassonnais et du Périgord Noir

Vendredi 17 novembre avait lieu en Préfecture la première réunion du comité de pilotage, en présence des élus et des représentants du groupe Lecta dans le cadre du dispositif de redynamisation du territoire du terrassonnais et du Périgord Noir.

Elle fait suite à la suppression des 176 emplois aux Papeteries de Condat et au déploiement du dispositif "Rebond Industriel" annoncé par Roland LESCURE, Ministre de l'industrie, à l'occasion de sa visite en Dordogne le 16 octobre dernier.

En présence de nombreux acteurs du territoire, différents leviers susceptibles d'être mobilisés ont été présentés ainsi qu'une proposition de gouvernance commune aux dispositifs prévus juridiquement et financièrement distincts mais qui peuvent être articulés dans une démarche partagée. Les parlementaires intègrent le comité de pilotage qui se réunira mensuellement.

Inauguration du Festival du Livre Gourmand à Périgueux

Une édition parrainée par le chef breton Olivier Roellinger, au discours engagé pour promouvoir une alimentation saine et durable, notamment dans la restauration scolaire.

Un festival gourmand pour petits et grands avec de belles sélections des librairies périgourdines et près de 90 auteurs présents pour dédicacer leurs ouvrages et débattre des enjeux de l'alimentation.
Festival qui s'est poursuivi le dimanche avec l'émission “on va déguster" en direct et en public qui a permis de mettre en lumière le formidable travail du collectif "Les pieds dans le plat".

Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

En France, une femme est assassinée tous les trois jours, tuée par son conjoint ou ex-conjoint.
La Fondation des femmes estime à 2,6 milliards d’euros par an le budget minimum que l’État devrait consacrer à la protection des victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles en France.

Avec mon groupe CRCE, je continue à défendre une véritable politique de protection et d’accompagnement des femmes victimes de violences par des amendements au projet de loi de finances 2024 pour un budget à la hauteur des besoins.

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE:

- Proposition de résolution visant à lutter contre la banalisation des discours de haine dans le débat public : ici.
- Proposition de loi relative à la fin de l'irresponsabilité pénale des fraudeurs fiscaux : ici.
- Proposition de loi visant à étendre le bénéfice des tarifs réglementés aux petites et moyennes entreprises, aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics ainsi qu'aux organismes et personnes en charge d'une mission de service public : ici.
- Proposition de loi visant à la suppression de l'accès

régulé au nucléaire historique (ARENH) et à la restauration d'une tarification juste : ici.

Lire l'intégralité des propositions de loi 2022/2023 du groupe

Marie-Claude Varaillas
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varaillas@senat.fr
06-33-36-06-85

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varaillas.

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo